

Le Figaro, 26/04/2005

Tchernobyl : les leçons d'un cafouillage français

Catastrophe Dix-neuf ans après l'accident, le responsable suisse de la radioprotection à l'époque estime que la crise a été mal gérée en France

Dix-neuf ans après l'accident de la centrale de Tchernobyl (Ukraine), la polémique sur la gestion de cette catastrophe par les pouvoirs publics français reste toujours aussi vive. Une situation unique en Europe. Selon le dernier Baromètre IRSN (1), les Français font de moins en moins confiance aux autorités pour leur dire la vérité sur les conséquences des retombées de Tchernobyl : ils sont passés de 49% en 1999 à 32% en 2004.

Une association de malades de la thyroïde et la Criirad, un laboratoire indépendant, ont porté plainte contre X en 2001 pour empoisonnement. L'association accuse les pouvoirs publics de ne pas avoir pris les mesures adéquates pour protéger la santé des populations. Elle a demandé récemment la mise en examen du Pr Pellerin qui dirigeait à l'époque le SCPRI (Service central de protection contre les rayonnements ionisants). C'est lui qui avait à l'époque entre ses mains le pouvoir d'autorité, d'expertise et de communication sur tout ce qui concernait la radioprotection en France.

Agé aujourd'hui de 82 ans, il a toujours refusé de répondre aux questions des journalistes. Il a le sentiment d'être victime d'un complot. Il assure n'avoir jamais dit que le nuage s'était arrêté à la frontière et gagne tous les procès contre ceux qui lui attribuent publiquement ces propos. À défaut de pouvoir revenir avec lui sur sa gestion de la crise, nous avons recueilli le témoignage de Serge Prêtre qui, en Suisse, était responsable de la radioprotection dans les centrales nucléaires. Un témoignage sans concessions.

LE FIGARO. - Au moment de l'accident de Tchernobyl vous étiez responsable de la sûreté nucléaire suisse. Comment avez-vous vécu cet événement ?

Serge PRÊTRE. - L'explosion du bloc 4 de la centrale de Tchernobyl a eu lieu dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26. Ce n'est que lundi soir que les médias annoncent une augmentation anormale de la radioactivité en Suède et en Finlande. Certaines agences de presse avancent qu'il pourrait s'agir d'un accident nucléaire grave en Ukraine. À ce moment-là, c'est encore un fait divers très peu remarqué. Mardi 29, alors que je suis en réunion à Berne, un journaliste de la Radio Suisse Romande veut absolument me parler. Il est très excité et souhaite ma présence au studio pour le bulletin d'informations de 12 h 30. Je lui demande de rassembler un maximum d'informations et me pointe au studio. Je dis alors que si on a pu mesurer la radioactivité de l'air en Suède et en Finlande, à une distance de 1 000 km du lieu présumé de l'accident, c'est que l'accident doit être grave. Je précise aussi que, même si les conséquences radiologiques sont sévères pour les populations locales et régionales, elles ne peuvent être alarmantes à une distance de l'ordre de 1 600 km. Au journal télévisé du soir, on se demande si le nuage radioactif touchera la Suisse ou pas. Le lendemain mercredi 30, dans toute l'Europe centrale, les appareils de surveillance de la radioactivité commencent à réagir. Le jeudi 1er mai, les premières masses d'air contaminé sont présentes un peu partout en Europe. Le cœur du réacteur endommagé était à ciel ouvert et son graphite a brûlé pendant dix jours. Les rejets massifs de substances radioactives ont donc duré jusqu'au 5 mai. Pendant ce temps, la situation météorologique changea plusieurs fois et les masses d'air contaminées se sont donc promenées sur toute l'Europe en n'épargnant que l'Espagne, le Portugal et l'Islande.

Quelles ont été les réactions en Europe ?

L'événement a fait la une des journaux allemands, autrichiens et suisses en particulier, mais on a l'impression que les médias français l'ont sous-estimé. À l'inverse, dans certaines régions alémaniques, les réactions ont été tellement fortes qu'on a pu parler d'hystérie.

Quelles mesures de protection ont été prises ?

En Suisse, nous avons estimé que la situation n'était pas suffisamment dangereuse pour édicter des interdictions et n'avons donné que des recommandations. Au nord de Bâle, là où les trois pays (France, Allemagne et Suisse) se touchent, on a assisté à des situations tellement différentes que, rétrospectivement, ça a un côté tragi-comique. Le meilleur exemple est celui des épinards frais. En Allemagne, les autorités du Bade-Wurtemberg ont exigé la destruction des champs d'épinard par labour. En Suisse, nous avons recommandé de bien laver les épinards frais. Du coup, plus personne en Suisse ne consomma d'épinards frais. En France, la Préfecture du Haut-Rhin ignorait le problème, et les médias aussi. Donc il n'y avait pas de problème.

Vous avez vu de près la façon dont ça se passait en France en participant à l'émission télévisée de Michel Polac «Droit de réponse» le samedi 31 mai 1986. Qu'en avez-vous retenu ?

Les médias français ont découvert que le nuage radioactif était passé sur la France vers la mi-mai. Pas avant. Le nuage de Tchernobyl était donc devenu le thème de l'émission de Polac. Quelques jours avant, il me téléphona pour m'inviter à son émission. Il me demanda de décrire ce que nous avons fait en Suisse, mais je me doutais bien que la question principale de Polac serait : «Pourquoi est-ce qu'en France on n'a rien entrepris ?» Pour me préparer, je me mis à rassembler les données radiologiques : degré de contamination de l'air pendant le passage du nuage, débit de dose de radiations ionisantes mesuré à 1 mètre sur sol et degré de contamination du sol en césium 137. Je voulais comparer nos mesures en Suisse avec celles enregistrées en Allemagne, en Autriche, en Suède, etc. Mais je me suis aperçu alors que du côté de la France, il y avait un black-out de l'information.

Qu'entendez-vous par là ?

J'avais obtenu quelques données auprès d'une collègue de l'IPSN (Institut de protection et de sûreté nucléaire) mais ça ne me suffisait pas pour me faire une idée sur la situation en France. Le SCPRI était la plaque tournante de l'information radiologique en France. Il disposait de sondes réparties autour de toutes les centrales nucléaires et analysait quotidiennement les salades et autres produits maraîchers provenant de ces zones. Mais le SCPRI était avare de communication. Ses communiqués de presse étaient laconiques, tranquilisants et donnaient des valeurs moyennes sans aucune indication géographique. Pour le SCPRI, toutes les valeurs de mesure inférieures à un seuil placé étonnamment haut, étaient qualifiées de «non significatives». L'information donnée par le SCPRI était donc inexploitable.

Comment avez-vous réagi en découvrant cette situation ?

Pour un scientifique qui cherche des informations, c'est frustrant de savoir qu'elles existent, mais qu'on n'y a pas accès. Ça m'a choqué et irrité. J'ai essayé plusieurs fois de téléphoner au SCPRI, mais je n'ai obtenu que des réponses évasives et M. Pellerin n'était pas joignable. Tout se passait comme si, par décision de principe, les informations sur la radioactivité ambiante ne seraient divulguées que sous forme interprétée. Ceci dit, le jugement scientifique du Pr Pellerin était correct et fut confirmé par la suite. La dose due au passage du fameux nuage fut nettement inférieure à la dose annuelle due au radon (naturel) dans les habitations ou à la dose due à une radiographie du thorax. Peut-être que le Pr Pellerin a pris consciemment le risque de faire une rétention d'information pour ne pas alarmer l'opinion publique française et éviter les réactions hystériques comme celles qui se sont développées en Allemagne. Dans un premier temps, la stratégie a réussi. À long terme, par contre, le boomerang n'en finit pas de revenir.

Avant l'émission de Polac, vous deviez être bien embarrassé de ne trouver aucune donnée. Comment avez-vous fait alors ?

J'étais effectivement très soucieux, mais j'ai eu un coup de chance. En feuilletant des revues dans un kiosque à Paris, je tombe sur le dernier numéro de Science et Vie qui venait de paraître. Il y avait là les données provenant des centres de recherche du CEA (Commissariat à l'énergie atomique). C'était suffisant pour m'en sortir. Dans l'ensemble, la contamination en France était environ 3 à 10 fois moins sérieuse qu'en Suisse.

On sait aujourd'hui que les dépôts radioactifs ont varié en fonction des pluies. On peut donc se demander si l'absence de toute recommandation comme cela a été fait en France n'a pas été une erreur.

Même si les masses d'air étaient uniformément contaminées, c'est vrai qu'on observait des «points

chauds», c'est-à-dire des petites régions jusqu'à cinq fois plus radioactives que la contamination moyenne aux alentours. Si on voulait savoir où les légumes frais et le lait étaient fortement contaminés, il fallait demander aux météorologues où il avait intensément plu entre le 1er mai et le 8 mai. En France, il y a eu des points chauds locaux en Alsace-Lorraine, Rhône-Alpes et Corse. Cela montre bien que prendre ou ne pas prendre des contre-mesures uniquement sur la base des valeurs moyennes de contamination et de débit de dose est une procédure insatisfaisante, car elle ne protège pas de façon optimale des populations locales plus fortement touchées. En Suisse, le point le plus «chaud» fut la région de Lugano qui fut arrosée de pluies diluviennes lors du passage du second nuage, le 3 mai. La contamination du lac conduisit à une lente montée de la teneur en césium 137 dans le poisson. En septembre, il a fallu interdire de pêcher dans le lac du Lugano. Ce fut la seule interdiction édictée. Elle est restée en vigueur pendant deux ans. Notons en passant, qu'on pouvait librement pêcher dans la partie italienne du lac !

Dans votre analyse de la situation française, vous vous montrez critique vis-à-vis de la presse. Les médias français se sont réveillés très tard. Ils ont cherché un coupable : le Pr Pellerin. C'est alors qu'on a prétendu qu'il aurait dit que le nuage de Tchernobyl s'était arrêté à la frontière française. C'est un mauvais argument. La question reste néanmoins posée : pourquoi l'ensemble des journalistes français se sont-ils laissé museler par la rétention d'information du SCPRI ? Il aurait été facile de se procurer un compteur Geiger-Müller, de cueillir quelques salades, d'apporter le tout sur le plateau télévisé et de faire crépiter le compteur Geiger-Müller. Je vous assure qu'une action de ce genre aurait débloqué les données disponibles au SCPRI.

(1) Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (nos éditions du 22 avril 2005).

Yves Miserey